

2012 : la France en tant que nation, une question d'avenir

Gil Delannoi

► **To cite this version:**

| Gil Delannoi. 2012 : la France en tant que nation, une question d'avenir. 2012. hal-00972929

HAL Id: hal-00972929

<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-00972929>

Submitted on 3 Apr 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les enjeux

2012 : La France en tant que nation, une question d'avenir

N°12
Janvier 2012

Gil Delannoi
Directeur de recherche FNSP

www.cevipof.com



SciencesPo.

CEVIPOF
CNRS

Centre de recherches politiques



N°12
Janvier 2012

Gil Delannoï
Directeur de recherche FNSP

2012 : La France en tant que nation, une question d'avenir

Cette note constate, à l'encontre de certaines prédictions, que l'effacement des nations est loin d'être établi à moyen terme, même en Europe. La nation a évolué depuis un siècle, elle n'est pas en voie de disparition. Il faut se préparer à un futur plus international que postnational. En tant qu'exemple pionnier d'une nation moderne, la France passera inévitablement par une phase d'introspection nationale et de redéfinition internationale. Il n'est pas certain que cet événement se produise à très court terme, par exemple à la prochaine élection, mais on peut l'annoncer à moyen terme.

1/ La nation aujourd'hui

La nation est aujourd'hui un sujet sensible et polémique. À la différence de la démocratie, l'évocation de la nation provoque les controverses. Aux préjugés nationalistes pour ou contre telle ou telle nation se sont ajoutés au fil du siècle les préjugés pour ou contre l'existence des nations et de la nation. Il faut, de ce fait, distinguer nettement les réalités nationales et les discours sur ces phénomènes.

Certaines réalités sont parfois négligées par de nombreux discours politiques et académiques sur la forme nationale et son devenir. La portée des événements est sous-estimée et le discours déconnecté. L'analyse est obscurcie par des confusions. Ainsi, la dimension politique et la dimension culturelle sont confondues. Ou bien on se complaît dans un égocentrisme européen. Un simple effort d'éloignement suffit pourtant. Vue d'Amérique ou d'Asie, la disparition des nations apparaît comme une illusion rétrospective et narcissique. Les nations ne

disparaissent ni en Europe ni dans le monde. L'illusion européenne d'une disparition induit doublement en erreur. En effet, les nationalismes séparatistes, qui sont de plus en plus actifs à l'intérieur des États de l'Union européenne, seraient le principal agent crédible d'une fin rapide des anciens États, si cette hypothèse était retenue. Il est d'ailleurs plausible qu'à la mondialisation technique et économique corresponde un mouvement de retour à la proximité locale. La démocratie ne survivrait alors qu'en s'émiettant.

Les théories, les narrations, les stratégies n'ont pas souvent mesuré à leur juste valeur la chute du mur de Berlin et l'immédiate réunification allemande. Dix ans plus tard, un débat sur l'identité nationale est lancé par le gouvernement français (en 2009). Ces deux exemples récents ont un rapport indirect ou direct avec la France. Tous deux soulèvent la question de la nation, de son importance et de sa substance en Europe et dans le monde.

La réunification de l'Allemagne montre que la nation n'est pas une entité dépassée ni même en perte de vitesse parmi les formes politiques disponibles. Les manifestants en RDA utilisaient le slogan « wir sind ein Volk ». On peut le comprendre de deux façons : soit l'aspiration politique en RDA à devenir un peuple démocratique et non soumis, soit (et aussi) l'aspiration nationale à se réunifier dans l'entité culturelle « peuple allemand ». Que s'est-il passé ? Bien avant le passage de la frontière par la foule dans Berlin, le communiqué du gouvernement de la RDA est annoncé au Bundestag à Bonn. A la lecture du communiqué annonçant l'ouverture des frontières entre les deux Allemagnes, les députés se lèvent et entonnent l'hymne national. Ces faits attestent que la référence nationale est vivante en Europe. Que cela plaise ou non n'a aucune importance ici. Après avoir adopté puis surmonté le nazisme, l'Allemagne était devenue le pays précurseur d'un possible futur postnational, le phare européen du « patriotisme constitutionnel ». Mais il suffisait d'avoir compris l'ampleur de l'événement réunificateur pour prévoir les comportements nationaux dans la crise de l'euro. Celle-ci ne fait que confirmer ce que l'on savait déjà. Les citoyens de l'Allemagne occidentale ont consenti des sacrifices financiers considérables pour la réunification et ils n'en consentiront pas d'identiques pour sauver un autre État européen de la faillite. A l'inverse, mais en parallèle, sauvée ou accablée par qui que ce soit, la Grèce ne bénéficiera jamais de l'effort consenti pour l'ex-RDA.

Seule la référence à la nation, au sens politique comme au sens culturel du terme, peut expliquer ces faits. Pour bien

les situer, il faut une double perspective. Selon la première, par comparaison avec le début du XX^e siècle, il y a aujourd'hui une réalité internationale massive et moins de nationalisme. En Europe, le poids de la nation et l'intensité du nationalisme ont baissé. Mais, selon une seconde perspective, en reculant le repère jusqu'au milieu du XIX^e siècle et en se plaçant à l'échelle mondiale, on voit que la référence nationale est aujourd'hui plus forte qu'elle ne l'a jamais été dans l'histoire, et en Europe comme dans le reste du monde.

« L'Europe sera-t-elle davantage nationale ou davantage postnationale ? » n'est pas la bonne question. Néanmoins, admettons. Le paradoxe est qu'il est possible de répondre oui aux deux hypothèses. Elles sont moins incompatibles qu'il n'y paraît. Au fond, l'Europe sera internationale. Même dans une hypothèse fédérale, les nations pèseront plus que ne le font des cantons suisses aujourd'hui dans leur fédération. L'Europe sera internationale, c'est-à-dire « au mieux » du point de vue postnational, « au pire » du point de vue souverainiste. Le retour à la complète souveraineté nationale signifierait la fin de l'Union ou sa réduction à un marché unique et sans contrôle. En sens opposé, le postnational supposerait une révolution impériale, à l'issue de laquelle les nations ne subsisteraient que comme agglomérats culturels.

L'objectif international est en partie atteint en Europe. Les acteurs étatiques sont forcés de s'entendre. Ce résultat, qui est loin d'être négligeable, crée avec le reste du monde une disparité qui, selon les cas, est une force et une faiblesse. De

fait, le monde est lui aussi de plus en plus international dans la mesure où il est contraint par la globalisation. Et en même temps et du même pas il se nationalise encore, parce que le nationalisme reste aujourd'hui dans le monde un ressort politique au moins aussi puissant que la démocratie. Le marché et la religion sont les autres.

2/ L'enjeu français

Que devient la France en tant que nation dans ce contexte ? Elle est interrogée ou provoquée ou admonestée par plus d'un parti. Un ancien ministre peut titrer un livre *La France est-elle finie ?* Pourtant la France est une des plus anciennes nations, une des plus compactes, des plus conceptualisées et des plus centralisées. Elle est l'un des prototypes de la nation politique moderne et démocratique, comparable en cela aux États-Unis et à la Suisse. Et elle est, de plus, contrairement aux deux précédentes, une entité culturelle et linguistique ancienne et durable. Sur ce point elle est comparable à l'Angleterre (et non au Royaume-Uni), au Japon et à la Chine.

Le débat sur l'identité nationale lancé par le gouvernement en 2009 est resté stérile. Une part de l'échec est due à son intention politique, ainsi qu'à la présence du Front national dans le contexte. Il est aussi dû au fait que le principe même du débat était refusé par nombre des opposants. Par volonté ou maladresse, les instigateurs du débat, comme leurs contradicteurs, ont confondu la dimension politique et la dimension culturelle. S'agissait-il de définir la nation politique France ou la culture française ? On ne peut confondre entièrement les questions « qu'est-ce qu'être Français ? »

et « comment devient-on Français ? », et encore moins le projet et l'attente que suscitent ces deux questions. Il ne pouvait rien sortir de clair d'un tel débat.

Ce ne fut même pas l'occasion de briser quelques tabous. Par exemple, que la capacité d'échange interculturel et de transformation de soi par des apports extérieurs n'est pas équivalente à l'ouverture. Cela vaut pour l'ouverture des frontières, des marchés, des institutions, des comportements et des mœurs. Il est même possible de soutenir l'inverse en se fondant sur des exemples historiques. C'est en se fermant en partie que le Japon s'est profondément modifié à plusieurs reprises. C'est en étant ouverte et sans défense que la Chine est restée dans une inapte position de repli pendant la même période. Pour une nation comme pour un individu, l'équilibre entre ouverture et fermeture sur l'extérieur est nécessaire tant à la stabilité psychique qu'à la maîtrise de l'évolution personnelle. La remarque s'applique de même à l'Europe, en dépit de ses contraintes différentes, en particulier la multiplicité des langues.

On peut aussi avancer, à contre-courant de la mode intellectuelle, que l'éloge de la diversité devrait profiter aux nations politiques et aux nations culturelles et non pas seulement aux religions, régions, sexes, genres, dialectes. Bref, à l'existence des nations en soi et pas seulement à certaines de leurs composantes. La crise de 2008 et ses prolongements actuels, parfois appelée « crise atlantique », complique encore les choses. Dans un contexte de régression économique, additionner crise de la nation et crise de la démocratie paraît peu tenable en théorie comme en pratique.

L'ennui, c'est que global plus local ne font pas un monde à eux seuls. Un seul marché et moins de souveraineté étatique ne font pas spontanément un système stable. Une seule langue (un sous-anglais) et des milliers de dialectes ne font pas un socle universel. Ils permettent seulement l'existence de réseaux mondialisés. Enfin, s'il était confirmé que seules les religions demeurent des cultures mondialisées restant très particulières, il faudrait au moins expliquer ce privilège étonnant.

Dans un monde de nations politiques plus ou moins cohérentes et seules reconnues par l'ONU, le multi-ethnique et le multiculturel à l'intérieur des entités politiques nationales sont une réalité. En revanche le multiculturalisme est une idéologie et un projet. Il a été repoussé simultanément par Merkel, Cameron et Sarkozy. Quoi qu'il en soit, le refus du communautarisme n'entraîne aucun refus de l'internationalisation. L'international était un rêve il y a un siècle, il est devenu une réalité aujourd'hui. En ira-t-il de même du postnational ? (pourrait-on suggérer). A très long terme, comment savoir ? En revanche, parier à court terme sur le postnational paraît très aventureux pour les raisons déjà dites. Le national et l'international occupent la scène pour l'instant et pour longtemps.

Contrairement aux apparences, ce n'est pas la nation qui est le plus en crise aujourd'hui. Les spécificités nationales tant culturelles que politiques des États-Unis, de la Chine, de la Russie, du Japon et de tous les pays européens sont évidentes. Ce qui est frappant, c'est l'affaiblissement du contrôle, la perte de confiance et les blocages matériels qui se produisent dans toutes les démocraties. L'Union européenne

à son sommet est peu démocratique, quasi-impériale et internationale. En parallèle, les démocraties nationales se portent mal presque partout. La démocratie se bloque devant les événements récents, que ce soit aux États-Unis, au Japon ou en Europe. Elle stagne ou régresse, pour peu qu'elle soit présente en Russie ou en Chine. L'aspiration démocratique progresse universellement mais lentement et de façon chaotique. La promesse de 1989 n'a satisfait que les vœux des dogmatiques du laissez-faire et cela au détriment de la démocratie. Se libérer de l'imposture du communisme, loin de constituer une garantie de démocratie, se résorbe en fuite en avant compétitive, productiviste et consumériste. La France n'a plus le poids ni le prestige de 1789. Elle ne sera plus un modèle comme l'était le prototype de 1789. Elle restera néanmoins un cas exemplaire. Le destin d'un des États-nations les plus anciens et les plus compacts ne peut laisser indifférent. Ce caractère compact est souvent la source d'incompréhension. De la part des Français qui tendent à sous-estimer l'hétérogénéité politique et culturelle de la plupart des autres États-nations, et aussi de la part des étrangers, qui attribuent à des caractères ou des habitudes « françaises » ce qui est avant tout le résultat d'une histoire étatique et d'une volonté politique et qui aurait eu des effets très proches pour toute autre nation placée dans la même situation. A cet égard, la France est plus proche de la Chine, du Japon que de ses voisins européens, à l'exception peut-être du Danemark. De ce fait, ce que les futurs gouvernants feront et diront, les contraintes populaires qu'ils subiront ou modifieront seront une épreuve décisive tant pour la France en particulier que pour la question nationale dans le monde.

Pour aller plus loin :

> GELLNER (Ernest), *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, Bibliothèque historique, 1989, 208 p. [ISBN 978-2-228-88216-3]

> MANENT (Pierre), *La Raison des nations : réflexions sur la démocratie en Europe*, Paris, Gallimard, L'Esprit de la cité, 2006, 100 p. [ISBN 978-2-07-077734-1]

> DELANNOI (Gil), *La Nation*, Paris, Le Cavalier bleu, Idées reçues, 2010, 128 p. [ISBN 978-2-84670-318-5]

> RILEY-SMITH (Tristram), *The Cracked Bell: America and the Afflictions of Liberty*, London, Constable, 2010, 326 p. [ISBN 978-1-8490-1104-4]

> MALLOCH-BROWN (Marc), *The Unfinished Global Revolution: the Pursuit of a New International Politics*, New York, Penguin Press, 2011, 260 p. [ISBN 978-1-594-20177-6]